



Mamoudzou, le 24 Mars 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Après cinq semaines de grève générale et après concertation, l'intersyndicale et le collectif à l'initiative de la grève générale ont estimé que les engagements présentés par la Ministre des Outre-mer sont insuffisants et que la méthodologie de travail imposée par le gouvernement n'est que superfétatoire, sinon ne participe qu'à un objectif de dictature sociale. Ainsi nous avons adressé un courrier de demande de négociation pour un accord de sortie de conflit au Premier Ministre, le 21 mars 2018.

A ce jour, le Premier Ministre n'a donné aucune suite à cette demande. Au demeurant, il y a lieu de constater que le gouvernement ne donne aucune considération aux organisations syndicales représentatives dans le département et aux collectifs engagés dans le mouvement afin de leur ôter toute marge de manœuvre et de négociation. Le gouvernement accepte d'engager des discussions avec les élus de Mayotte mais ignore les organisations à l'initiative du mouvement social que connaît l'île.

Même si le gouvernement laisse entendre qu'un délégué interministériel sera nommé dans les jours à venir, il n'en demeure pas moins que ce premier marginalise l'intersyndicale et le collectif impliqués dans la grève. Le gouvernement ne peut pas refuser d'engager des négociations avec les principaux interlocuteurs légitimes impliqués dans ce mouvement social d'ampleur soutenus par la population.

Par ailleurs, après avoir recueilli toute les propositions émanant des états généraux, de la conférence économique et sociale, de Mayotte 2025 et en attente des conclusions proches des assises des Outre-mer initiées par le gouvernement actuel, nul besoin de resservir à la population mahoraise une énième conférence sur l'avenir de Mayotte qui, comme les autres, se soldent par de simples déclarations d'intention sans réelle volonté de mise en œuvre. L'intersyndicale et le collectif ne sont pas dupes or le délégué interministériel qui sera désigné vient perpétuer le dialogue de sourd en venant nous imposer la conférence sur l'avenir sans lendemain de Mayotte telle que annoncée par la Ministre des Outre-mer dès le 6 mars à l'Assemblée Nationale.

L'intersyndicale et le collectif restent ouverts au dialogue et réitèrent sa demande d'ouverture de véritables négociations.

**Pour l'Intersyndicale et le Collectif
Rivomalala RAKOTONDRAVELO**